

Article paru dans CPS n°40 de mai 2010

Article paru dans CPS nouvelle série n°27 (109) de janvier 2007
Article paru dans Combattre pour le Socialisme n°4 (86) de juin 2001

Algérie:

A BAS LE POUVOIR ASSASSIN !

POUR UN AUTHENTIQUE PARTI OUVRIER

Avril 2001: émeutes à caractère insurrectionnel en Kabylie

A l'heure où cet article est écrit, des émeutes à caractère insurrectionnel se poursuivent en Kabylie. Relatant ces événements qui ont débuté le 18 avril, la presse a parlé d'"*embrasement général*" : durant plusieurs jours, dans les agglomérations principales comme dans des milliers de villages, la jeunesse principalement s'est affrontée aux troupes de la gendarmerie et de la police anti-émeutes, s'en prenant aux représentants et aux symboles de l'Etat (gendarmeries, centres des impôts, édifices publics, mairies, résidences de personnalités politiques et sièges de partis, etc.) comme ce fut le cas à Alger et dans d'autres villes importantes en octobre 1988.

Durant toutes ces journées, la mobilisation des collégiens et des lycéens a été massive, dans toutes les villes et les villages de Kabylie (principalement à Tizi Ouzou, Bejaia, Bouira), mais aussi dans d'autres régions comme Sétif, Oran, Alger, Tébessa, etc. Au-delà de cette période, la mobilisation s'est poursuivie jusqu'à culminer dans une gigantesque "*marche noire*" à Tizi Ouzou qui réunit le 21 mai près de 500 000 personnes.

La mort du jeune Guermah Massinissa tué le 18 avril dans les locaux de la gendarmerie de Beni Douala a mis le feu aux poudres : la réaction à cet acte provocateur a été immédiate et spontanée. N'en déplaise à ceux qui voulaient y voir un "*réflexe identitaire*" des Kabyles, les revendications des jeunes ont porté avant tout sur les conditions de vie (la Kabylie est l'une des régions les plus touchées par le chômage). La presse rend compte des réflexions des manifestants :

"Donnez-nous du travail, des logements, de l'espoir, et il y aura le calme".

De ce fait, ces revendications sont celles de toute la jeunesse algérienne, de l'ensemble de la population laborieuse du pays. Mais les revendications ont aussi désigné l'objectif à atteindre: mettre à bas le pouvoir assassin, c'est-à-dire le gouvernement de Bouteflika, le président Bouteflika lui-même. sans pour autant

disposer des moyens d'y parvenir.

Des dizaines de milliers de gendarmes, les brigades anti-émeutes, des tirs à balles réelles, telle fut la réponse à ces revendications dont la conséquence fut plus de 80 morts, plus de mille blessés et des centaines d'arrestations.

A l'origine du mouvement

Un dirigeant du MCB (Mouvement culturel berbère) a pu déclarer : "*la tuerie a bel et bien été planifiée*". Il ajoute :

"les gendarmes se préparent et construisent des preuves pour faire croire qu'ils étaient en état de légitime défense (...) Il y a des endroits où ils continuent à saccager leur propre siège pour faire admettre qu'ils étaient réellement en danger".

Le 9 mai, à l'occasion d'une conférence de presse donnée à Alger, l'un des dirigeants du MCB a confirmé :

"on a des enregistrements, des preuves irréfutables que les émeutes de Kabylie ont été préméditées et planifiées par le pouvoir."

Quoi qu'il en soit, et même si une provocation est à l'origine de ces événements, ce mouvement a pris un caractère spontané et insurrectionnel. Les jeunes sont descendus massivement dans la rue. Ferdjalah, numéro deux du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), organisation bourgeoise faisant partie de la coalition gouvernementale, déclare :

"Nous avons pu mesurer l'ampleur de ces manifestations qui sont inédites - je dis bien inédites - depuis l'indépendance. Au cours de mon parcours de militant, j'ai eu à vivre les événements du Printemps berbère de 1980 (ndlr : le 20 avril 1980, le pouvoir avait fait tirer sur la foule qui manifestait massivement suite à l'interdiction d'un colloque sur la poésie berbère) et 1981, du 5 octobre 1988, du boycott scolaire en 1994-95 et ceux qui ont suivi l'assassinat de Matoub Lounès en 1998. Ce qui se passe aujourd'hui s'apparente davantage à un mouvement insurrectionnel qu'à de simples émeutes. Pendant deux semaines, les jeunes se sont emparés de la rue".

Il ajoute :

"Nous avons constaté que la majorité des victimes ont reçu des balles dans le dos. Cela pour vous dire qu'il y avait ordre de tirer. (...) Pendant les festivités du Printemps berbère, le jeune Guermah Massinissa est tué dans les locaux de la gendarmerie à Beni Douala (Tizi Ouzou). Deux jours après, trois collégiens sont arrêtés à Amizour (Bejaïa) (...) On peut d'ores et déjà dire qu'il y a eu préméditation."

Toute la suite des événements ces derniers jours montre qu'effectivement il y a provocation délibérée dans le but d'exercer une répression féroce.

Combativité et confusion

Les émeutes en Kabylie posent directement la question du pouvoir pour l'ensemble des masses laborieuses algériennes. Mais les développements des événements, y compris avec leur point culminant que fut la "marche noire" à Tizi Ouzou, ont laissé cette question sans réponse.

Partout en Kabylie, des manifestations se déroulèrent à l'appel des comités de villages exigeant le départ "*définitif et immédiat*" des gendarmes. Ces comités sont des structures qui existaient avant ces événements, ce que ne manque pas de rappeler dans ces termes un responsable du MCB (Mouvement culturel berbère) :

"il ne servirait à rien d'instrumentaliser les comités de villages qui ont toujours fait partie d'une manière ou

d'une autre de la vie des citoyens en Kabylie".

En effet, il ne s'agit pas de formes d'organisation issues de la lutte des masses.

Le jeudi 3 mai, une "marche" est organisée à Alger par le FFS (Front des forces socialistes) : elle n'a pas été autorisée, mais le gouvernement laisse faire. 15 à 20 000 personnes se rassemblent. La manifestation se déroule sans incident. Pour la première fois, la télévision avait annoncé une manifestation de ce type.

En Kabylie, des coordinations se mettent en place. De nombreuses réunions se tiennent, dans une extrême confusion. Par exemple, un regroupement des représentants des 1500 villages que compte la wilaya (préfecture) de Tizi Ouzou était prévu pour le jeudi 10 mai à Beni Douala, lieu choisi pour rendre hommage au jeune dont le décès a été à l'origine du déclenchement des événements. Mais cette réunion finit en queue de poisson. De plus, de l'aveu même du coordinateur de la commune de Beni Douala, "*parmi les membres de la coordination il y a des élus !*". Et il précise : "*On s'était mis d'accord dès le départ que cela devait être un mouvement de la société civile et non pas de partis politiques.*" Un membre du comité de village de Beni Douala pourra aussi dire à cette occasion: "*nous sommes ici en tant qu'observateurs. On ne connaissait même pas l'ordre du jour*".

S'il existe bien une réelle volonté de combattre, d'aller plus loin et d'affronter l'Etat bourgeois, l'absence de débouché politique, quelle que soit l'ampleur de ces mouvements, engendre désarroi et confusion, et au bout du compte; impuissance. C'est ainsi que se succèdent marches nocturnes, marches de femmes, réunions regroupant des étudiants, enseignants, représentants de comités de villages et de quartiers... Toutes ces manifestations révélant une combativité extraordinaire.

L'ensemble des partis et organisations font "marcher" les travailleurs et la jeunesse

Le jeudi 10 mai, une "marche" est à nouveau organisée à Alger, cette fois-ci par le MCB, et encore une fois sans demande d'autorisation préalable ("*de toute manière, nous marcherons, quelle que soit la réaction des pouvoirs publics*" disent les responsables du MCB). Cette "marche" se veut "*avant tout, un hommage aux victimes touchées par les balles en Kabylie*" et "*pour que la répression s'arrête inconditionnellement et immédiatement*".

Là encore, aucune perspective politique n'est ouverte. Cette marche est soutenue entre autres par : le RCD, qui a retiré début mai les deux ministres qu'il avait dans le gouvernement Bouteflika depuis août 2000; l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) de Tizi Ouzou; le PT; l'association des victimes et des familles des victimes d'octobre 1988; la Coordination des étudiants des universités et instituts de Bouzaréah, Bab Ezzouar, Dergana, El Harrach, Alger-centre, ITFC, Béni Messous, Kouba, Kherrouba qui appellent à cette occasion à une journée de grève... Le PT déclare à cette occasion: "*il est urgent que les institutions de l'Etat assument leurs responsabilités (...)*".

Le RCD se joint à la marche. Parti bourgeois d'essence kabyle et solidaire de la politique du gouvernement Bouteflika, ne pouvait faire autrement que de faire démissionner ses ministres sous peine de se suicider politiquement. Mais son responsable, Saïd Sadi, soutient publiquement que la jeunesse kabyle s'est fait manipuler: il y aurait eu, selon lui, des "infiltrations-provocations" dans les émeutes, et que des terroristes, "reconnus comme tels" aurait demandé à la population d'attaquer les casernes (*El Watan*, le 30/04/01).

La "marche", qui aura rassemblé 10 000 personnes, se déroulera sous les mots d'ordre suivants : "Plus jamais, jamais" (en référence au "jamais" proclamé par Bouteflika à propos de la reconnaissance de la langue

kabyle), "Halte à la répression", "Tamazight, langue nationale et officielle". Aucun mot d'ordre n'aborde la question du pouvoir, question posée par les jeunes manifestants de Kabylie .

Il faut ici s'arrêter sur une déclaration du PT dont *Informations Ouvrières* a donné quelques extraits :

"Si le silence du gouvernement est lourd de sens, des voix s'élèvent déjà pour demander à l'ONU d'intervenir sur des faits pourtant établis. Nul n'a le droit d'utiliser la colère et la mobilisation légitimes de la jeunesse kabyle pour ses propres objectifs politiques. Pour le PT, aucune solution ne saurait être viable si elle ne préserve pas l'intégrité de la nation, sa souveraineté (...) Toutes les institutions, tous les partis sont placés devant leurs responsabilités. Le secrétariat politique réitère avec force l'appel solennel qu'il avait adressé dès le 12 septembre 1998 (quelques jours avant le référendum sur la concorde civile, ndlr) au président de la République (Bouteflika, ndlr)"(...)

Pour réunir les conditions nécessaires à l'expression de la souveraineté du peuple, à l'instauration de la démocratie, au règlement des problèmes sociaux et économiques énormes de notre pays, le PT s'adresse solennellement au président de la République pour qu'il convoque un Congrès national algérien regroupant les partis et les institutions, y compris les corps constitués [Comprendre: l'armée – Ndlr], les personnalités influentes, pour ouvrir une issue positive au peuple algérien, pour que tous s'engagent à tout mettre en oeuvre pour sortir l'Algérie de la violence, de l'impasse, c'est-à-dire à restaurer la paix, à garantir le pain pour toutes et tous. " (IO n° 485, 2-8 mai 2001, nous soulignons).

En définitive, quelle que fut l'importance de la mobilisation, les mots d'ordre ne désignèrent pas l'objectif politique : " *en finir avec le gouvernement Bouteflika-RND-FLN-RCD-MSP-Ennhada* " Ils se contentaient de proclamer : "pouvoir assassin, pas de pardon, Imazighen". Ce qui est juste, mais pas suffisant. Tout comme il fut insuffisant de dire en octobre 1988 " Chadli assassin ! ".

L'absence de mots d'ordre politiques est le signe du désarroi et de la confusion des masses et de la jeunesse, et au point de départ la conséquence de l'absence d'un authentique parti ouvrier. Car sans perspective politique, ces mouvements, quelle que soit leur importance, ne peuvent être condamnés qu'à l'impasse.

De fait, l'ensemble des organisations, PT compris, veulent ficeler la jeunesse et la classe ouvrière kabyles, et au delà, de toute l'Algérie dans le cadre de l'Etat dont il sont fondamentalement respectueux : l'Etat bourgeois aujourd'hui protégé et soutenu à bout de bras par l'armée.

Affrontements au sommet de l'appareil d'Etat

Dix jours après les émeutes en Kabylie, le président de la République, Bouteflika, qui n'avait pas jugé bon d'interrompre son voyage au Nigeria où il s'était rendu pour une conférence sur le sida, prend la parole à la télévision. Il y fait une déclaration en arabe littéraire, langue que la majorité de la population ne comprend pas. Il déclare :

"Les événements qui viennent de se dérouler en Kabylie (...) comportent des risques graves de remise en cause des progrès réalisés et des perspectives ouvertes par le programme de redressement. Ces événements, et les violences qui les ont accompagnés, ne sont pas fortuits."

Ces propos, rapportés par *El Watan* du 2 mai, sont assortis du commentaire suivant :

"Ce n'est pas fortuit que le chef de l'Etat ait rappelé "le plan de relance économique" qu'il a initié dont l'objectif est "de permettre à notre économie de se convertir aux nouvelles règles internationales". Bouteflika fait-il face à une nouvelle mafia politico-financière qui cherche à faire avorter les réformes économiques qu'il tente de lancer ? Les luttes de clans au sommet de l'Etat, évoquées par l'opposition et la presse internationale, ne sont visiblement pas une vue de l'esprit. Aux yeux de l'opinion publique internationale, Bouteflika ne passera plus pour un "homme de paix et de réconciliation" (...)"

Depuis le début de l'année 2001, Bouteflika est l'objet de nombreuses attaques venant de la presse et relayées par les partis de la coalition gouvernementale elle-même.

Le RND (Rassemblement national démocratique), fabriqué sur mesure avant les législatives de juin 1997 pour servir Zeroual, "rassemblement" majoritaire à l'APN (Assemblée populaire nationale) et principal soutien du gouvernement actuel, s'élève, dans une lettre aux militants publiée par la presse et signée de son secrétaire général, par ailleurs ministre de la Justice et numéro 2 du gouvernement, contre la politique de "concorde nationale", "thèse indigne de ceux qui qualifient de guerre civile le combat du peuple algérien contre le terrorisme". Suivez mon regard...

Un revirement de taille pour une organisation qui avait adhéré au référendum sur la "concorde civile" (voir plus loin). Et une prise de position significative de l'évolution des cercles dirigeants de l'armée vis-à-vis de Bouteflika.

Le FLN, deuxième parti de la coalition gouvernementale en nombre de députés à l'APN, avait condamné "le président de la République qui ne l'a pas consulté depuis 20 mois".

Le RCD (Parti pour la culture et la démocratie) avait évoqué la possibilité de "crise institutionnelle", avant même que les deux ministres membres de cette organisation démissionnent du gouvernement à la suite des événements de Kabylie.

Bref, tout le monde semblait lâcher Bouteflika avant même le déclenchement des émeutes en Kabylie.

Le Monde du 9 février 2001 s'est fait l'écho d'un article publié dans le *Quotidien d'Oran* dans lequel on pouvait lire:

"la confusion politique qui règne est l'expression d'un conflit au sommet du pouvoir" et qu'il "est clair que l'on veut démissionner le président (...) Il en est même qui suggèrent que le scénario est fin prêt est que son exécution n'est qu'une affaire d'opportunité tactique que les sphères de décision du pouvoir se chargeront de provoquer".

Si Bouteflika est resté silencieux face à toutes ces attaques, il n'en reste pas moins que de nombreuses déclarations ont révélés des dissensions qui l'opposent à la hiérarchie militaire. C'est ainsi qu'en octobre 1999, un "responsable gouvernemental" avait révélé à l'agence Reuters que

"la hiérarchie militaire a rejeté la composition du nouveau gouvernement proposé par A. Bouteflika au motif que le cabinet ne comprenait pas de personnalités issues des principaux partis ayant soutenu l'élection du chef de l'Etat algérien."

Bouteflika lui-même ne s'est pas privé, lors de ses nombreux voyages à l'étranger, de révéler ses antagonismes avec la hiérarchie militaire. Certains affirment même que les révélations dont elle est l'objet ces derniers temps seraient commanditées par des âmes bien intentionnées...

Mais selon *le Monde* du 14 février 2001,

"ce ne sont pas les révélations dans un livre de tel ou tel officier réfugié en France qui pose problème aux responsables militaires, estime un observateur proche du pouvoir, que leur impact possible, à la longue, sur l'opinion publique algérienne. Celle-ci, épuisée par la dureté de sa vie quotidienne, le chômage, le manque de logement, pourrait finir par diriger son mécontentement contre ceux qui tiennent le pouvoir réel. C'est cela, ce qu'ils redoutent le plus."

Bouteflika quant à lui ne dispose pas d'appareil politique. Il a été élu avec le soutien d'une aile de la hiérarchie militaire et celui du RND, du FLN et de deux organisations islamistes, le MSP et Ennhada. Etant donné les antagonismes et les luttes de clans qui l'agitent, le RND peut très bien se retourner contre lui...

Fait par la hiérarchie militaire, Bouteflika peut être défait par elle. Aujourd'hui, il semble isolé. Sa politique de "*concorde civile*", même désormais remplacée par la "*concorde nationale*" est un échec : les attentats et les tueries se poursuivent. Celle des "réformes" (privatisations) piétine.

Que va faire Bouteflika après les émeutes de Kabylie ? Par qui va-t-il remplacer les ministres RCD, ce qu'il n'a toujours pas fait près d'un mois après leur démission ? Pour comprendre le moment actuel, il est nécessaire de revenir sur le développement de la situation ces dernières années.

Quelques rappels pour comprendre les récents évènements

En 1988, un mois après les émeutes d'octobre qui avaient coûté à la jeunesse et au prolétariat algériens 600 morts, *CPS 24* avait publié en novembre un article intitulé : "*La révolution prolétarienne sourd*". En effet, la grève générale du 5 octobre 1988 fut accompagnée d'attaques contre les symboles du pouvoir (ministère du commerce, de la jeunesse et des sports, de l'éducation nationale et de la formation, etc.).

Le 6 octobre l'état de siège était décrété à Alger et les grandes villes pour être levé le 12 octobre.

Il s'agissait d'un mouvement à caractère révolutionnaire qui s'inscrivait dans le développement de la lutte des classes depuis les années 80, avec des explosions à Tizi-Ouzou en 1980, Oran en 1982, Alger en 1984, Constantine en 1986, etc., qui furent toutes durement réprimées et qui restèrent sans débouché politique en raison de l'absence d'un parti ouvrier.

En décembre 1988, Chadli, candidat désigné par le FLN, est réélu et il fait adopter par référendum deux mois plus tard une nouvelle constitution qui attribue l'essentiel des pouvoirs au président de la République.

Pourtant, certaines concessions, qualifiées de "*processus de démocratisation*", ont été arrachées par les masses. Le numéro deux du FLN et du chef de la Sécurité militaire sont limogés, les partis sont autorisés, le FIS est légalisé, etc.

En juin 1990, se tiennent des élections municipales. Le FIS obtient 54,25% (64 % à Alger, 70 % à Oran, 72 % à Constantine...). Il est majoritaire dans 853 communes sur 1551 et prend la direction de 31 des 48 wilayas (préfectures). Le FLN recueillent 28,13%. Le FFS et le PT boycottent - s'abstiennent dans les faits.

En mars 1991, le mot d'ordre de grève générale lancé par l'UGTA, limitée aux revendications économiques et à 48 heures, est suivi à 95%. Ce qui est manifeste de la tension existant dans la classe ouvrière contre le pouvoir.

Chadli annonce des élections législatives anticipées pour le mois de juin qui seront finalement reportées au mois de décembre de la même année (voir CPS n° 62). Le premier tour de ces élections donne une très large majorité au FIS.

Rappel des résultats des élections de 1990 et 1991

Municipales 1990 Législatives 1991 (1er tour)

/Exp /Ins /Exp /Ins

FIS 54% 33% 47%* 24%

FLN 28% 17% 23% 12%

FFS - - 7% 4%

□

* cette chute de 7 % représente une perte de 1 million de voix

Il n'y aura pas de deuxième tour. Un coup d'état militaire l'empêche de se tenir. Il est suivi de l'état d'urgence sur tout le territoire. Le FIS est dissous. Chadli démissionne, l'APN est dissoute, le pouvoir revient à un Haut conseil de sécurité, dans lequel siège l'état-major de l'armée, qui désigne les présidents de la République : Boudiaf en janvier 1992, qui sera assassiné quelques mois après sa nomination ; le général Zeroual en 1994 (Bouteflika avait été alors sollicité pour le poste...)

Depuis lors, sous couvert de lutte contre le terrorisme, une répression sanglante s'exerce contre les masses. De multiples révélations sont venues confirmer en particulier que le GIA (Groupe islamiste armé), en fait une nébuleuse de groupes armés, était infiltré et manœuvré largement par l'armée et la sécurité militaire. Mais aussi que des clans militaires concurrents se disputaient leur prérogative et leur influence dans le sang des masses.

Des élections législatives de juin 1997 ...

Pour la première fois depuis 1992, des élections législatives sont convoquées. Elles se tiendront le 5 juin 1997. Après ces 5 années, la presse est noyautée, muselée, les journalistes terrorisés par les assassinats, les partis sous surveillance. Les droits démocratiques élémentaires sont quotidiennement violés au nom de la lutte contre le terrorisme.

Il ne se passe pas de jour sans que soient annoncés de nouveaux massacres dont on ne connaît pas les auteurs. En plus d'une myriade de groupes armés, des milices (de pseudo) légitime défense (MLD), en fait des supplétifs du régime militaire et armés par lui se constituent...

L'armée et la sécurité militaire elles-mêmes procèdent à de telles tueries sous le couvert de l'anonymat, ou

les commanditent.

Les conditions de vie des masses laborieuses sont épouvantables. Crainte permanente, “ code de la famille ” qui rend la condition féminine insupportable, ce n’est ni plus ni moins qu’une lutte quotidienne pour survivre.

Le FFS et le PT annoncent que, cette fois-ci, ils participeront aux élections. Le FIS, dissous, ne participe pas et appelle à boycotter le scrutin - en fait, à s’abstenir (l’un de ses dirigeants en exil appelle cependant à voter pour le FFS).

Le RND (Rassemblement national démocratique), avec comme tête de liste Ouyahia, l’actuel ministre de la Justice et à l’époque premier ministre, obtient 155 sièges (sur 380 que compte l’assemblée nationale) ; le FLN 64 ; le RCD 19 ; le FFS 19 ; le PT 4. Les deux organisations islamistes modérées, le MSP (Mouvement de la société pour la paix) et Ennhada obtiennent respectivement 69 et 34 sièges.

C’est la même assemblée qui existe encore aujourd’hui et qui vient d’adopter des amendements au code pénal dont il sera question plus loin.

Il est clair que ces résultats, qui ont donné la majorité absolue au RND, "*parti du président*" Zeroual créé trois mois plus tôt, sont la conséquence de "*fraude à grande échelle*", par ailleurs dénoncée par les autres organisations. Ces dernières, comme le MSP qui protesta encore plus fort à la suite des fraudes massives qui marquèrent également les élections locales qui suivirent en octobre 1997, maintinrent cependant leur soutien à Zeroual et, pour ce qui concerne le MSP, ses ministres au gouvernement.

Les organisations islamistes dites "modérées" bénéficièrent en partie de la dissolution du FIS. En outre, le MSP - qui fait partie de la coalition gouvernementale, tout comme l’autre organisation islamiste Ennhada - présenta des candidats dans la totalité des circonscriptions, sauf à El Oued où il parraina une liste conduite par un milliardaire... Cela suffit à confirmer la nature bourgeoise de ces organisations.

Mais il faut aussi mentionner ce que la presse de l’époque rapporte :

"Le Parti des travailleurs a constitué la surprise en obtenant 4 sièges au Parlement. Allié au FFS, menant sa campagne sur le thème de la réhabilitation du FIS, tout en dénonçant le FMI, ce parti semble avoir bénéficié du soutien d’une partie de la base du FIS. Partout où son leader, Louisa Hanoune, se produisait, on entendait des "Allah Akbar" saluant les passages où elle demandait la libération des dirigeants du FIS et quand elle dénonçait la violence à l’endroit des islamistes radicaux"

(L’Humanité du 7 juin 1997).

... à la démission, de Zeroual, nouvelle étape dans la lutte de clans.

Nouvelle démonstration des dissensions existant au sein de l’état-major : l’annonce par Zeroual, à l’automne 1998, qu’il démissionnera avant la fin de son mandat. Le désaccord existant entre le président et le chef d’état-major était devenu public. Cette démission provoquera des élections présidentielles anticipées qui se tiendront en avril 1999.

Zeroual avait été désigné par le Conseil de sécurité et, avec l’appui logistique de l’armée, avait été élu président de la République en 1994 par la grâce de fraudes massives. Sa démission révèle des dissensions

importantes au sein de l'état-major, car Zeroual s'en va sous la pression du chef d'état-major et de celui de la Sécurité militaire.

Un affrontement féroce allait suivre au sein de ce "*parti du président*", le RND, qui devenait un instrument essentiel pour la campagne électorale qui s'ouvrait en vue des élections présidentielles. L'âpreté de ces conflits à l'intérieur du "*parti du président*" témoignait de l'absence d'accord au sein de la hiérarchie militaire sur le successeur de Zeroual et était l'expression de la lutte que se livraient les différents courants existant dans l'armée.

C'est ainsi par exemple que le général Betchine, le plus proche conseiller de Zeroual, fut pris pour cible par presse interposée, pour tenter de déstabiliser les amis du président et leur enlever le contrôle de l'appareil du RND. Une opération qui échoua grâce en particulier à l'intervention de Ouyahia, alors premier ministre et aujourd'hui numéro 2 du gouvernement Bouteflika.

Les élections présidentielles anticipées de 1998: une mascarade

Pour encore plus de "*transparence*", immédiatement après la démission de Zeroual, une douzaine de ministres en exercice se prononcèrent en faveur de Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères de Boumediene et qui avait déjà été sollicité pour le poste en 1994. Mais Bouteflika reçut également l'aval de l'armée, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, mais dans des conditions particulières.

Car les dissensions au sein de la hiérarchie militaire, à l'origine de la démission de Zeroual, s'exprimèrent à nouveau à l'occasion de la désignation de Bouteflika. Voici ce dont rend compte *L'Express* du 22 avril 1999 :

"(...) à l'issue d'une très longue réunion - d'au moins 24 heures - du Conseil de défense, une élection "normale" à deux tours semblait à portée de main. Cet organisme rassemble une douzaine de hauts responsables étoilés, dont le seul général de corps d'armée d'Algérie, le tout-puissant Mohammed Lamari, chef d'état-major; les trois commandants des forces terrestres, navales et aériennes ; ceux des cinq régions militaires ; Mohammed Mediène, dit "Toufik", à la tête de la Direction recherche et sécurité (DRS), héritière de l'ancienne Sécurité militaire ; son adjoint Smaïn Lamari, directeur du contre-espionnage, un second qui rêve d'être le premier; le chef de la gendarmerie nationale, Tayeb Derradji, surnommé "Turbo Diesel", qui passe dans ce cénacle pour le représentant du courant islamo-conservateur ; le président Liamine Zeroual, qui fait office de ministre de la Défense... Depuis l'indépendance, tous les chefs de l'Etat algériens ont été désignés au sein de ce Conseil, jusqu'à Zeroual lui-même.

Au fil des jours, les dissensions s'aggravent au sein de la hiérarchie. Le flottement est tel qu'un nouveau conseil est convoqué. Rien ne filtre, sinon que Zeroual serait sorti en claquant la porte. Certains partisans de Bouteflika, peu soucieux d'un second tour susceptible de placer le "candidat du consensus" en fâcheuse posture, auraient imposé leur point de vue".

Voilà donc Bouteflika en position de "*candidat privilégié*", qui bénéficie des infrastructures et des moyens de propagande de l'Etat de manière outrageusement provocante. Il saura d'ailleurs être reconnaissant avec ses commanditaires :

"Mais enfin, déclare-t-il au cours d'une interview au Monde publiée le 30 mars 1999, de quel droit s'obstine-t-on à vouloir contester aux militaires, sur qui pèse la lourde responsabilité d'assurer la défense de l'Etat républicain (voilà qui est clair ! ndlr) et de lutter contre le terrorisme, la possibilité d'apprécier la fiabilité de tel projet, de tel candidat ?".

Outre ce soutien de poids, Bouteflika candidat bénéficie de l'appui officiel du FLN, du RND, de l'organisation islamiste Ennahda, de l'UGTA. Il recevra quelques jours avant le vote, celui du MSP, déjà membre de la coalition gouvernementale et dont le dirigeant, Mahfoud Nahnah, avait pourtant vu sa candidature invalidée au motif qu'il n'avait pas pu produire de preuve de sa participation à la guerre d'indépendance...

Six autres candidats se présentent aussi à ces élections. Parmi eux, Aït Ahmed, dirigeant du FFS déclare, selon le *Monde* du 7-8 février 1999, que l'armée est la seule

"institution détentrice du pouvoir réel dans ce pays. Le reste n'est que couverture. Nous ne sommes pas contre l'armée, elle doit être forte, mais il doit y avoir un transfert progressif du pouvoir vers les institutions civiles".

Le RCD appelle au "*boycott actif*".

Seulement, malgré ces déclarations consensuelles, les intérêts de chacun primeront. Les six autres candidats se retireront dès le début du vote en raison de fraudes constatées dans les bureaux itinérants et les bureaux spéciaux où votent les militaires, policiers et gendarmes...Ce qui est encore plus révélateur des dissensions existant au sein de la hiérarchie militaire, c'est que des candidats proches du pouvoir par le passé n'acceptèrent pas de se livrer au jeu et se retirèrent de la compétition.

Dans ces conditions, candidat désormais unique, Bouteflika sera élu le 15 avril 1999 avec 73,79 % des suffrages exprimés, avec 20% de participation (officiellement 65 %). Une mascarade. Pour protester, les six "soutiennent" la marche pacifique contre la dictature appelée par le FFS à Alger, après la grande prière du vendredi.

Ces luttes de clans prirent le plus souvent des allures d'affrontements sanglants parfois, par "terroristes" interposés, dans le but de conserver le pouvoir et les privilèges de toutes sortes auxquels il donne accès : rente pétrolière, pots-de-vin, etc.

Pourtant, la hiérarchie militaire perd son homogénéité de façade. Les éléments d'une crise de grande envergure s'accumulent au sein de l'état-major, garant de la stabilité du régime depuis des décennies. Parmi eux, les conditions dans lesquelles Bouteflika fut désigné "*candidat privilégié*", mais aussi la présence d'autres candidats, que l'armée n'avait pas empêché de se présenter, une première depuis 1992. C'est le cas pour Taleb Ibrahim et Hamrouche, tous deux anciens barons du FLN, comme Bouteflika.

Développement de la situation politique depuis 1999: une "concorde civile" qui fait long feu

Le 16 septembre 1999, 5 mois après son élection, Bouteflika va faire voter par référendum une loi dite de la "*concorde civile*". Cette loi, présentée sous la question suivante : "*êtes-vous pour ou contre la démarche du président de la République visant à la réalisation de la paix et de la concorde civile ?*" va être plébiscitée avec 98,6 % des voix avec un taux de participation de 85 %.

Le texte de cette loi prévoyait d'offrir l'amnistie conditionnelle aux "*terroristes islamistes*" qui se rendraient avant le 13 janvier 2000. Cela permit au dirigeant historique du FIS, Madani, et à l'AIS, la branche armée du FIS, de se rallier à la politique de Bouteflika. Un soutien bien utile à ce dernier, même si le FIS ne fut pas unanime, mais aussi fort compromettant aux yeux de toute une aile de l'armée dite "éradicatrice" et qui lui

rendait Bouteflika encore plus suspect.

Il est clair que derrière le prétexte avancé d' "*en finir avec la violence* ", ce référendum-plébiscite était une manœuvre de Bouteflika pour faire oublier les conditions dans lesquelles il avait été élu. Au passage, et fort de ces résultats, il en profite tout de même pour saluer ses maîtres: "*L'armée devrait être honorée pour son rôle visant à empêcher un effondrement complet du pays*". Mais c'est un compliment d'hypocrite qui cherche à s'émanciper de ses maîtres pour s'établir à son propre compte.

Lors de ce référendum, aucune organisation ne lança d'appel à voter non, le FFS et le PT ne donnant pas de consigne de vote et prônant l'abstention. Aucun député ne vota contre non plus à l'assemblée nationale où le texte de cette loi fut présenté deux mois auparavant (228 voix pour, 16 abstentions, aucune voix contre). Grâce à l'union nationale ainsi réalisée autour du oui, et qui d'une certaine manière prolongeait les conclusions de la conférence de Sant'Egidio (Rome) qui se tint en 1995 et au cours de laquelle huit organisations, dont le FIS et le PT, avaient proposé un "*contrat national*" de retour à la paix (voir CPS n° 62), Bouteflika cherchait à créer les conditions politiques qui lui seraient favorables et se donner les moyens d'asseoir son autorité face aux clans de la hiérarchie militaire qui lui étaient hostiles.

Mais ces derniers ne l'entendaient pas de cette oreille. L'assassinat, le 23 novembre 1999, de Hachani, numéro trois du FIS en exil et principal interlocuteur islamiste de Bouteflika, qui avait renoncé à la lutte armée, avait pour but d'affaiblir Bouteflika, trois mois seulement après le référendum triomphal. Cet assassinat venait d'ailleurs couronner une série d'attentats meurtriers qui avaient repris après une brève accalmie.

Les généraux ne pouvaient tolérer cette velléité d'indépendance dont faisait preuve Bouteflika, encouragé par les résultats du référendum, qu'il avait exprimée dans de multiples déclarations, mais aussi dans la formation d'un gouvernement - le premier depuis qu'il avait été élu en avril 1999 - qui ne tenait pas compte des desiderata de ceux qui l'avaient porté au pouvoir : l'état-major et la sécurité militaire.

“ Les hommes du président ”

Il faut dire que ce gouvernement faisait, comme l'annonçait *le Monde* du 30 décembre 1999, "*la part belle aux hommes du Président*". Ahmed Benbitour nommé premier ministre fin décembre 1999, est chargé de constituer le gouvernement, le premier depuis que Bouteflika a été élu, soit plus de 8 mois plus tard ! Entre-temps, le nouveau président s'était fait au gouvernement en exercice précédemment, sans rien y changer...

Sept organisations politiques sont représentées dans le gouvernement que forme Benbitour. Parmi elles, celles qui avaient pris position en faveur de Bouteflika à l'occasion des élections présidentielles (RND, FLN, et les deux partis islamistes, le MSP et Ennhada), auxquelles s'ajoute le RCD et deux autres formations politiques.

Parmi les proches du président, ce gouvernement comptait le ministre des privatisations baptisé "*de la participation et de la coordination des réformes*", le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, etc. Mais l'ensemble constituait une équipe hétérogène, sans cohésion.

De plus, seul le ministère de la défense n'est pas attribué, revenant en théorie au président de la République, ce qui signifiait que l'armée et les services de renseignements conservaient dans les faits leur autonomie.

Aujourd'hui, il est plus que probable que les cercles dirigeants de l'armée s'opposent à Bouteflika qu'ils

avaient installé et cherche à le déstabiliser (*El-Youm* : “ *Bouteflika doit régler son différend avec l’armée ou partir avant qu’il ne soit trop tard* ”). Ce sont là les raisons du regain des attentats ces dernières semaines et probablement des provocations organisées par les troupes de la gendarmerie contre la population en Kabylie.

Chargé “ *d’approfondir les processus de concorde civile, de partenariat et de coopération internationale* ”, Benbitour n’en démissionne pas moins huit mois plus tard en accusant Bouteflika de bafouer la Constitution (il s’était opposé à la volonté de Bouteflika de légiférer par ordonnances concernant les réformes économiques - l’article 124 de la Constitution permettant au Président de légiférer entre deux sessions de l’assemblée nationale).

Cet ex-premier ministre dénonce aujourd’hui la “ *paralysie dans le domaine économique* ” au moment où l’aisance financière inégalée en 40 ans (grâce à la hausse des prix du pétrole) est propice à l’accélération des “ réformes ”.

La politique des "réformes économiques " et les obstacles qu'elle rencontre

Une fois élu, Bouteflika tente d’accélérer la privatisation des secteurs clés de l’économie algérienne (postes et télécoms, hydrocarbures, Air Algérie, etc.). Un “ ministre de la participation et de la coordination des réformes ”, Temmar, est nommé en ce sens. Il veut “ *simplifier toutes les procédures* ” de gestion et de privatisation des entreprises du secteur public.

Il s’agit d’un vaste programme que les gouvernements précédents avaient tenté de mettre en œuvre. Pourtant, en 1998, seulement 15% des 89 entreprises proposées à la vente étaient réalisés, “ *à cause des complexités de la procédure et la prudence des fonctionnaires qui la conduisent* ” explique le ministre lui-même. Ce qui signifie que les privatisations, pourtant indispensables à la bourgeoisie compradore algérienne et à l’ouverture du marché aux impérialismes (français mais aussi américain, allemand, anglais, italien...) sont combattues par la hiérarchie militaire et l’administration qu’elle contrôle, par tous ceux qui possèdent de gros intérêts dans les entreprises publiques leur permettant d’en tirer des rentes substantielles.

Cependant, malgré ces difficultés, les privatisations avancent au point qu’en avril 2001, le secteur privé représente plus de 60 % de l’économie algérienne.

Une économie dépendante et débile

Le CNES (Conseil national économique et social) a rendu publiques ses premières estimations en mars dernier pour l’année 2000. Selon lui, “ *la situation des secteurs d’activité révèle l’absence de stratégie et surtout le retard dans les réformes économiques qui jouent comme un frein à la relance nationale* ”; de plus, cet organisme officiel constate une “ *croissance encore molle pour l’année 2000, contrastant fortement avec un solde exceptionnellement favorable* ” ainsi qu’un “ *paradoxe entre une situation financière moins contrainte et plus permissive et le manque d’investissement pour relancer l’activité* ”..

Selon le FMI, la croissance économique aurait été de 3% en 1999 alors que, toujours selon cette institution, un taux de 7% serait nécessaire pour enrayer le chômage qui touche 30% de la population active. En outre, cette croissance est due essentiellement à l’augmentation des prix du pétrole (qui ont quasiment doublé en 18

mois). Mais la production industrielle a chuté de 2,8 %, la progression de la production agricole est passée de 11,4 à 2,7%, celle du bâtiment 2,4% en 1998 à 1.4 en 1999...

L'augmentation des prix du pétrole, par ailleurs libellés en dollar au cours actuel particulièrement élevé, conjuguée à la relance économique à l'échelle internationale, a eu pour conséquence une amélioration exceptionnelle du solde de la balance commerciale (9 milliards de dollars ; l'excédent atteint 1,2 milliard uniquement pour le mois de février 2001. Pour les six premiers mois de l'année 2000, 8,4 milliards de dollars contre 1,9 milliard de dollars pour la même période en 1999), ainsi que du niveau des réserves, qui avoisinent les 12 milliards de dollars : un seuil record, alors qu'elles atteignaient 4,4 milliards de dollars fin 1999.

Mais cette embellie financière, due pour l'essentiel aux considérables recettes à l'exportation, souligne d'autant la dépendance de l'Algérie vis-à-vis des cours des hydrocarbures, en particulier du pétrole, qui représentent 97 % des ventes du pays à l'étranger et plus de 50 % des recettes fiscales de l'Etat. L'on n'a aucun mal à imaginer les conséquences d'une chute des cours du pétrole dans le cas d'un recul de l'activité à l'échelle internationale.

En définitive, cette embellie souligne la dépendance de l'Algérie vis-à-vis de l'impérialisme mondial, et de l'impérialisme français en particulier, un héritage du colonialisme. Ainsi, et même dans ce contexte idéal, le service de la dette extérieure absorbe encore 39 % des recettes d'exportations.

En échange, le gouvernement français, sous couvert de " non ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie ", a accepté la mascarade et les résultats des élections présidentielles qui ont porté Bouteflika au pouvoir. Il faut dire que l'impérialisme français est aujourd'hui concurrencé par les autres impérialismes qui cherchent à l'éjecter de l'Algérie. Mais il est évident que le pouvoir algérien souhaite préserver l'aide économique et politique que lui apporte l'impérialisme français. C'est pour cette raison que Bouteflika fut reçu en grandes pompes à Paris en juin 2000 par Chirac, Jospin, l'Assemblée nationale (aucun président de la république algérienne n'avait fait de voyage officiel en France depuis 1983).

La situation de la classe ouvrière et de la jeunesse

Les conditions de vie de la population laborieuse, déjà catastrophiques, ne cessent de se dégrader. Au chômage grandissant (plus de 30 % de la population active), s'ajoute une pauvreté croissante (la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté).

Avec un salaire moyen qui ne dépasse pas 6000 dinars (officiellement ; soit 600 FF), la perte de pouvoir d'achat est elle aussi vertigineuse depuis quelques années. Des milliers de retraités attendent leur pension (4500 dinars, 450FF) depuis plusieurs mois.

De plus, la politique de privatisations des entreprises publiques que Bouteflika voulait accélérer, se sont traduits par des licenciements massifs : au total, ce sont 500 000 travailleurs supplémentaires qui ont perdu leur emploi. Bien sûr, c'est la jeunesse, qui représente 75 % de la population, qui est la plus touchée : un jeune sur deux est chômeur.

Quant au système scolaire public, il n'est pas rare que les cours ne soient pas assurés dans des régions entières pour cause de pénurie d'enseignants (évaluée par la presse entre 21 et 27 000), quand ce ne sont pas

les élèves qui désertent l'école tout simplement pour aller eux-mêmes gagner leur vie et nourrir la famille... Bien entendu, ce délabrement de l'enseignement public s'accompagne d'une prolifération d'écoles privées auxquelles ne peuvent avoir accès que les enfants de la bourgeoisie et de tous ceux qui vivent de trafic et de corruption.

S'ajoutent à cela d'autres attaques qui se dessinent. Le ministère du Travail et de la Protection sociale, dans un document publié récemment expose ses objectifs:

“ l'aide de l'Etat dans la nouvelle approche en matière de protection sociale sera accordée, sans contrepartie, uniquement à des catégories de populations qui ne sont pas ou ne sont plus en mesure de se prendre en charge ” (El Watan, 27 mai 2001).

En clair, il s'agit de démanteler le système de sécurité sociale, de priver de l'accès aux soins une très large couche de la population alors que l'on constate la résurgence de maladies infectieuses depuis longtemps éradiquées et que des bidonvilles se développent autour des grandes villes. De plus, il est question dans ce même document ministériel, d'aller vers un "allongement de la vie active", c'est-à-dire de repousser l'âge de départ à la retraite.

En plus des conditions de vie désastreuses, la classe ouvrière et la jeunesse subit une politique de terreur et de dictature militaire. Au total, ce sont plus de 150 000 morts, dans des tueries officiellement attribuées aux groupes islamistes mais que de récentes révélations mettent aussi au compte de l'armée et de la sécurité militaire.

Tout récemment, alors que la police provoque et réprime sauvagement la jeunesse et la population kabyles, le gouvernement a fait voter par l'Assemblée nationale des amendements au Code pénal présentés par le ministre de la Justice Ouyahia. Ces amendements constituent une véritable “ *loi scélérate* ” comme le proclament les journalistes. Cette réforme du Code pénal, encore plus répressive que la loi actuelle, prévoit tout un dispositif contre la presse visant à sanctionner encore plus lourdement la “ *diffamation et l'insulte contre les institutions et les corps constitués* ”. En clair, aucune expression contraire au pouvoir ne sera tolérée après l'adoption du texte par le Sénat qui devrait intervenir le 5 juin prochain.

Mais là encore, l'absence de débouché politique venant d'une quelconque organisation invalide toute action d'envergure contre cette réforme, même si les journalistes demandent “ Bouteflika dehors ! ”. Et alors que l'existence même de nombreux journaux est en cause, on peut lire ce point de vue dans *El Watan* du 27 mai :

“ L'aveuglement serait de ne pas voir dans les actions mises en oeuvre par les professionnels de la presse leur portée humaniste et civilisationnelle et le signal fort et pacifique qu'elles entendent comporter, plaçant ainsi la balle dans le camp du pouvoir qui aura à trouver une alternative à son propre projet ”.

La capitulation n'est pas loin.

Illustration de la politique de l'U.G.T.A

Une "journée de protestation" contre les privatisations fut organisée à l'appel de l'UGTA le 20 mars 2001, un mois avant le déclenchement des émeutes en Kabylie. La grève aurait été massive à Annaba, Tizi-Ouzou, dans les secteurs des mines, de la métallurgie, des hydrocarbures, des impôts... La presse annonce une participation de 82 %.

Voici dans quels termes un dirigeant de l'UGTA présente cette journée : “ *Si nous avons observé une journée de protestation, c'est surtout dans l'intérêt de l'avenir national* ”.

Et plus loin : "*Ramener les ministres chargés des réformes à la table du dialogue et décider d'un commun accord de la meilleure forme des privatisations qui convient à notre pays sont nos principales revendications*" (*Le Matin*, 23-24 mars 2001).

Autrement dit, la direction de l'UGTA est pour les privatisations... dans la mesure où cela ne nuit pas aux intérêts de certaines couches de la bureaucratie et de l'appareil d'état dont elle est proche. Et d'ailleurs, elle met cette politique en pratique, comme à Air Algérie, où la direction de l'UGTA, qui est liée à la gestion de l'entreprise, a soutenu la privatisation.

Pour un authentique parti ouvrier

Un article paru dans le numéro 39 de *CPS* et daté du 15 août 1991 concluait en ces termes :

"La population laborieuse n'a pas d'issue, quels que puissent être les flux et les reflux, en dehors de la construction du parti ouvrier qui fera de la classe ouvrière une classe en soi en une classe pour soi ; revendiquera le pouvoir et luttera à la tête de la population laborieuse pour le prendre ; constituera l'Etat ouvrier.

Certes, étant donné l'étape politique où en est l'Algérie, ce parti devra combattre pour les libertés démocratiques et la solution des tâches démocratiques (y compris celle de la réunion d'une assemblée nationale souveraine élue au suffrage universel) mais ces revendications et la réalisation de ces tâches devront être intégrées au programme de la révolution prolétarienne, à la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour l'Etat et le pouvoir ouvriers ".

CPS n° 62, daté du 11 mars 1996 concluait de la même manière. Cette question n'a pas trouvé de réponse depuis. Le problème crucial qui reste posé aux masses laborieuses algérienne est celui d'un parti ouvrier. En l'absence d'un tel parti combattant sur un programme ouvrier, les masses ne parviennent pas à s'ouvrir d'issue politique, quelle que soit par ailleurs l'ampleur des mouvements qui les portent contre le pouvoir. Le soulèvement de la jeunesse kabyle et ses suites dans toute l'Algérie encore une fois le démontrent.

Le 29 mai 2001

Post Scriptum

Depuis que cet article a été écrit, une manifestation a eu lieu à Alger, siège du gouvernement, à l'initiative du FFS. Elle a rassemblé plus de 200 000 personnes. Le gouvernement a été remanié, mais, fait notable, les responsables les plus impliqués dans les massacres en Kabylie restent.

Une autre manifestation est convoquée à Alger pour le 14 juin. Ces événements confirment que c'est directement à la question du pouvoir que sont confrontées les masses algériennes, qu'objectivement et subjectivement ("pouvoir assassin") celle-ci est posée, mais que font défaut aux masses les moyens d'y répondre.

Contactez nous: maghrebsocialiste@free.fr

Article paru dans Combattre pour le Socialisme n°6 (88) de janvier 2002

La classe ouvrière et la jeunesse algériennes manquent cruellement d'un authentique parti ouvrier

Après la parution d'un [article](#) consacré à l'Algérie dans le numéro 4 nouvelle série de *CPS*, il est nécessaire d'apprécier les événements qui ont suivi notamment depuis l'été.

Durant tout l'été dernier, et pendant plus de sept mois après leur déclenchement en avril 2001, les " marches " et les émeutes se succèdent principalement en Kabylie. Elles prennent une dimension nationale par leur ampleur et surtout parce que quelques-unes d'entre elles se déroulent dans la capitale, Alger. Les masses kabyles se dressent contre le gouvernement Bouteflika et l'état bourgeois, sa police, sa gendarmerie. Dans leur mouvement, elles cherchent à entraîner l'ensemble de la jeunesse et de la classe ouvrière algériennes qui, exténuées, exploitées, méprisées, ne désirent qu'une chose : en finir avec le gouvernement Bouteflika installé par l'armée.

Et pourtant, malgré une situation explosive dans tous les secteurs, malgré une vague de mobilisations impressionnante, une succession de grèves, le pouvoir, le gouvernement est resté en place, et avec lui, la gendarmerie, la police, les chefs militaires. Et ce sont les émeutiers que l'on traduit en justice.

Une situation catastrophique

L'Algérie est dans un état dramatique. En Kabylie, à l'est, au centre, à l'ouest du pays, la population crie son désespoir et sa révolte contre le chômage (30 % de la population active selon les statistiques officielles), un pouvoir d'achat misérable, des salaires impayés depuis des mois dans de multiples secteurs, la corruption et une répression féroce.

En plus de la terreur que font régner les attentats attribués aux « groupes islamistes », les conditions de vie des masses ne cessent de se dégrader, au point que réapparaissent des fléaux du Moyen Age (choléra, fièvre typhoïde, rage, etc.).

Insalubrité, pénurie, sécheresse, catastrophes (qui n'ont rien de naturel), viennent empirer ces conditions d'existence désastreuses. Elles sont les conséquences d'une politique menée par un gouvernement bourgeois vertébré par la hiérarchie militaire. Toute la situation de la classe ouvrière et de la jeunesse se résume dans ce cri (plus qu'un mot d'ordre) que de jeunes manifestants lançaient à Khenchela : « On a faim! ».

Pendant ce temps, le gouvernement tente d'accélérer le processus de privatisation des entreprises publiques, au rythme bien lent jusque-là, si l'on en croit les maigres résultats accumulés depuis 1995, en raison des réticences de toute une bureaucratie corrompue, attachée à ses privilèges et à ses postes. Pour la classe ouvrière, les conséquences de ces privatisations se traduiraient par des centaines de milliers de suppressions d'emplois.

Plusieurs « marches » locales ou nationales...

A l'appel de la Coordination des archs, daïras et communes se déroulèrent plusieurs « marches », tant en Kabylie qu'à Alger. Sans revenir sur le mouvement dans son ensemble (voir dans *CPS* n° 4 Nouvelle série), reprenons le fil des événements.

Depuis celle du 31 mai 2001, qui réunit des centaines de milliers de manifestants à Alger d'autres « marches » eurent lieu.

Le 14 juin fut l'un des moments les plus forts de la mobilisation des masses. L'objectif déclaré des organisateurs était de remettre ce jour-là, au président de la République Bouteflika, la plate-forme d'El Kseur élaborée quelques jours auparavant. Conscient de l'impact politique que ces manifestations de centaines de milliers de jeunes et de travailleurs dans la capitale avaient sur l'ensemble de la classe ouvrière algérienne, le pouvoir multiplie à cette occasion les provocations (casses, lynchages de manifestants et de journalistes par des bandes encadrées par la police). Cette situation sera utilisée comme prétexte à un déchaînement de la répression (à Alger comme en Kabylie) et à l'interdiction d'autres « marches » dans la capitale. D'ailleurs, des tentatives de provocation avaient déjà eu lieu le 31 mai.

La « marche » du 14 juin est soutenue en particulier par le RCD, le MDS, le FFS, partis qui déclarent vouloir en finir avec « *un système autoritaire* ». Le PT, lui, considère que

« les institutions de l'état et à leur tête le président de la République sont responsables et comptables devant la nation. Elles doivent prendre les mesures politiques à la hauteur de la gravité de la situation, de l'enjeu du moment, à savoir la préservation de la nation algérienne ».

On appréciera cet appel au pouvoir à se montrer plus « responsable »... alors que des centaines de milliers de manifestants exigent que soit chassé ce « pouvoir assassin » et cherchent les moyens d'y parvenir.

Depuis le début du mois de juin, le mouvement se propage dans des régions de l'est (Khenchela, Annaba, Skikda, Guelma...) et le sud du pays. Des comités naissent hors de Kabylie, chez les étudiants d'Alger, les enseignants, les fonctionnaires... Mais en même temps, cette mobilisation commence à s'épuiser faute de perspective politique.

Le pouvoir met à profit cette impuissance et cette confusion politiques pour accentuer répression et provocation, créer un véritable climat de terreur en Kabylie, empêchant les gens de sortir de chez eux ou d'y entrer, pourchassant les jeunes, etc. D'ailleurs, la commission Issad, nommée par le gouvernement et chargée d'enquêter sur les responsabilités dans le déclenchement des événements, ne cache même pas que:

« la réaction violente des populations a été provoquée par l'action non moins violente des gendarmes » qui ont « nourri et entretenu l'événement » par des « tirs à balles réelles, saccages, pillages, provocations de toutes sortes, propos obscènes et passages à tabac ».

De plus, l'Assemblée nationale a adopté fin mai les amendements au Code pénal durcissant la répression contre les journalistes « *en cas de diffamation des corps constitués* ». Une volonté de bâillonner la presse.

Le 25 juin, des dizaines de milliers de personnes défilent à Tizi Ouzou en souvenir du chanteur Matoub Lounès assassiné le 25 juin 1998. Le 5 juillet, la coordination des villages de Kabylie appelle uniquement les

délégués des Comités de villages à manifester à Alger. Là encore, il est question de remettre la plate-forme d'El Kseur à Bouteflika. La « manifestation » est interdite et la police bloque l'entrée d'Alger aux quelques centaines de personnes qui souhaitaient s'y rendre. De véritables moyens de guerre sont mis en œuvre pour isoler totalement la Kabylie.

Le 8 août, la Coordination des tribus et villages de Kabylie appelle à nouveau à « marcher » à Alger malgré l'interdiction. A cette occasion, une grève générale en Kabylie à l'appel de la Coordination est largement suivie. A nouveau, les forces de l'ordre parviennent à interdire l'accès de la ville à des dizaines de milliers de manifestants.

... mais pas d'engagement d'ensemble de la classe ouvrière

Qu'a-t-il donc manqué à cette force formidable, à cette combativité extraordinaire de la jeunesse et de la classe ouvrière pour aboutir ? Entre ces « marches », on assiste quotidiennement, ici et là, à des grèves, sit-in, blocage de routes, émeutes, etc.

Le 20 août : plus de 100 000 personnes « marchent » dans la région d'Ifri Ouzellaguen, dans la vallée de la Soummam, village qui abrita le « congrès de la Soummam » en 1956, moment fort du combat du FLN contre le colonialisme français. Les organisateurs disent vouloir « *se réapproprier cet événement important de l'histoire du peuple algérien* » et, de ce fait, les officiels et, dit-on, Bouteflika, auraient renoncé à s'y rendre. Cependant, participent à cette manifestation des députés du FFS (Front des forces socialiste) et du RCD, partis à forte implantation kabyle.

Ici a lieu tous les ans la célébration de l'insurrection. Pour l'occasion, la Coordination avaient adopté une déclaration intitulée : « 1956-2001, le combat continue ». On peut lire dans cette déclaration :

« c'est dans le sens de se réapproprier sa citoyenneté avec tous ses attributs que le peuple, à travers sa jeunesse, consent à des sacrifices immenses. »

Un communiqué publié la veille indiquait :

« l'objectif assigné à cette marche est la réappropriation des dates historiques par le peuple algérien ».

Voilà quatre mois que les premières émeutes ont eu lieu à la suite de l'assassinat d'un jeune dans les locaux d'une gendarmerie ; quatre mois durant lesquels on a dénombré, selon la presse, une centaine de morts et des milliers de blessés par balles. La revendication de la classe ouvrière et la jeunesse algériennes, maintes fois clamée est claire : « à bas le pouvoir assassin ! ». Mais cette « marche » du 20 août se donne des airs « citoyens »... C'est la raison pour laquelle, rapporte *le Monde*,

« les plus âgés des manifestants étaient venus en réponse aux mots d'ordre de la Coordination. En revanche, les jeunes étaient venus hurler leur haine du “pouvoir assassin”. Ils n'hésitaient d'ailleurs pas à tourner en dérision les arouchs en leur accolant le quolibet de arrour (scandales) ».

Par la suite, plusieurs « marches » se déroulèrent, sans jamais atteindre l'ampleur de celles évoquées ci-dessus ; de nombreuses émeutes localisées éclatèrent. La rentrée universitaire elle-même, annoncée comme un test, se passa sans heurt particulier.

Malgré des « marches » d'une ampleur considérable, malgré une combativité tenace, les masses se sont heurtées à un mur. Le gouvernement Bouteflika et ses sbires sont restés en place. Il ne s'est pas produit d'extension significative du mouvement hors de Kabylie, malgré une mobilisation importante à Constantine, Guelma, Annaba, Khenchela, Biskra... En particulier il n'y eut pas de grève générale, ce qui aurait indiqué un engagement d'ensemble de la classe ouvrière algérienne. Enfin, la classe ouvrière et la jeunesse n'ont pas constitué leurs propres organes dans le combat qui les opposaient au pouvoir. Tout juste ont-elles cherché, sans illusion, à utiliser les Comités de villages.

Retour sur les Comités de villages et la Coordination interwilayas

La Coordination des archs, wilayas, dairas et communes (Tizi Ouzou, Bejaïa, Boumerdès, Bouira, Sétif, etc.) est composée de représentants de diverses wilayas, elles-mêmes regroupant des représentants des archs. C'est à Beni Douala, sous préfecture située à 15 km de Tizi Ouzou, que s'est constituée la première coordination des Comités de villages fin avril 2001. Par la suite, d'autres coordinations virent le jour (à Tizi Ouzou, Bejaïa, etc.) qui donneront naissance à la Coordination interdépartementale.

De l'aveu même de ses dirigeants, la coordination des Comités de villes et de villages kabyles éprouve des difficultés à encadrer la colère de la jeunesse confrontée au chômage, à la pénurie de logements, à la corruption.

Les Comités de villages sont des organismes relevant d'une tradition séculaire de la société kabyle. En berbère, on les nomme "jemaâ", qu'il convient plutôt de traduire par "assemblée" ou "conseil" que par "comité".

Ces assemblées, explique *El Watan* du 23 mai 2001,

"assure la prise en charge citoyenne des affaires de la cité en recourant au droit coutumier élaboré en tenant compte, sur la base du consensus, des spécificités sociales locales".

Il s'agit donc d'une :

"forme de gestion de la société (qui) a toujours résisté aux avatars historiques vécus jusque-là par le pays. Au temps des Turcs, ce sont ces comités qui ont exprimé le refus de la Kabylie de payer les impôts. (...) Au XVIII^e siècle, ces comités se concertent pour décréter la privation d'héritage pour la femme tout en instaurant des mesures à l'effet de la protéger contre le dénuement. A l'époque coloniale française, ces comités se sont mobilisés à l'effet d'aider l'émir Abdelkader dans sa lutte contre l'envahisseur (...) La naissance du mouvement national (l'ENA en 1926) et les développements qu'il a connus avec la création du PPA en 1937 devenu en 1946 le PPA-MTLD et la mise sur pied de l'OS une année après n'ont pas influé sur ces comités de villages, sachant que la région constitue un des bastions de la révolution. De leur côté, les militants du mouvement national n'ont jamais remis en cause ces instances. Même au temps de la guerre d'Indépendance, ces comités ont continué à jouer leur rôle malgré les tentatives de l'administration locale de les saborder (...). De son côté, le FLN-ALN n'est jamais entré en conflit avec eux. Comme il n'a jamais tenté de les interdire.

Après l'Indépendance, le parti-Etat FLN n'a jamais réussi à imposer ses cellules dans cette région. Cela dit, ce sont ces comités qui fixent les projets d'utilité publique à réaliser comme l'électrification des villages, les adductions d'eau potable, les routes et les réseaux d'assainissement. D'autant que l'état à délaissé la région. Avec l'avènement du multipartisme, ces comités ont continué à activer dans la majorité écrasante de ces

villages.(...) »

Structures hétérogènes, composées de multiples tendances, fractions, clans d'intérêt divers, ces comités ont été secoués durant toute cette période d'affrontements internes. A l'intérieur du « comité populaire de Béjaïa » par exemple, est intervenue une « *rupture bruyante avec des syndicalistes auxquels il est reproché le fait de ne pas s'être débarrassé de leur casquettes* » rapporte *El Watan* du 3 septembre 2001. « Société civile » oblige...

Cependant, le consensus est généralement trouvé au sein de la Coordination sur « l'action », ce qui est bien l'expression de l'absence totale de perspective politique, sinon le refus d'en ouvrir une... Ce qui n'empêche pas la Coordination dans son ensemble d'être ouverte au « *dialogue avec les partis politiques* », c'est-à-dire avec les partis bourgeois. D'ailleurs, la majorité des membres des coordinations sont militants ou sympathisants de ces partis, en particulier du FFS et du RCD dont l'implantation est principalement kabyle.

De nombreuses « formes de contestation » sont avancées. C'est ainsi qu'au sein de la Coordination des arches de Tizi Ouzou, il est proposé, le 28 août, de

« boycotter les officiels, la mise en berne de l'emblème national, le port de brassards noirs le jour de l'examen du baccalauréat, la baptismation des lieux et place publics, l'arrêt des activités et les concerts de klaxons et de sirènes pendant dix minutes en Kabylie une fois par semaine, l'extinction de la télévision lors des JT de 20 h, le non paiement des quittances de Sonelgaz, etc. » (*El Watan*, le 29 août 2001).

Le même journal rapporte que les délégués de la wilaya de Tizi Ouzou ont entrepris des démarches auprès de la police pour que ses agents « *reprennent du service* » dans les villes de Kabylie. Et de citer ces délégués « *Au cas où cette revendication n'était pas satisfaite, de véritables de comités de vigilance seront mis sur pied...* ». En fait, tout est ici résumé : la Coordination s'est faite toujours respectueuse de l'état bourgeois.

Quelques jours auparavant, la même Coordination de Tizi-Ouzou avait constitué :

« un dossier contenant des plaintes (des “plaintes” contre des dizaines de morts et des milliers de blessés !) contre le directeur de la Télévision nationale, le ministre de l'intérieur et le commandant de la Gendarmerie nationale. Ce dossier devant être remis à un collectif d'avocats pour donner des suites judiciaires et saisir le TPI (Tribunal pénal international) »... (*El Watan*, du 23 août 2001)

Plate-forme d'El Kseur et « dialogue » avec le gouvernement

C'est donc tout naturellement qu'une partie des « délégués » en vient à prôner, voire à pratiquer le dialogue avec le gouvernement dès la fin juin, au grand dam, il faut le dire, de la majeure partie des autres membres des coordinations, en particulier des « radicaux » qui mettent plutôt en avant la nécessité de « l'action », nous l'avons vu plus haut...

Mais ces différentes tendances ont en commun de se réclamer du « *mouvement citoyen* ». Elles se disent pour cela toutes attachées à la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur, et ont réaffirmé à plusieurs reprises leur détermination à poursuivre leur combat « *jusqu'à la satisfaction pleine et entière de (cette) plate-forme* ».

Et c'est bien cela, ce qui peut sembler paradoxal, qui a conduit naturellement une partie de ses membres à opter ouvertement pour le dialogue avec le « pouvoir assassin ».

La plate-forme comprend 15 points parmi lesquels on relève : « la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes blessées et familles des Martyrs de la répression durant les événements » ; « le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité et des fonctions publiques » ; « le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des URS » ; « l'arrêt immédiat des expéditions punitives, des intimidations et des provocations contre la population » ; « satisfaction de la revendication amazighe dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans conditions, et la consécration de tamazight en tant que langue nationale et officielle » ; « un état garantissant tous les droits socioéconomiques et toutes les libertés démocratiques » ; « contre les politiques de sous-développement » ; « institution d'une allocation de chômage... ». Etc.

Un programme politique fort impressionnant... qui oublie les mots d'ordre repris inlassablement par des dizaines de milliers de jeunes durant les multiples « marches » tant locales que nationales : « à bas le pouvoir assassin » et « Bouteflika dehors ! ».

En réalité, la Coordination met accent sur le « *mouvement citoyen* » et la « *société civile* », dont d'ailleurs les comités de village sont traditionnellement l'expression.

Autonomie de la Kabylie ?

L'objectif déclaré de la Coordination est une « Algérie algérienne et plurielle », en sous-entendant éventuellement l'autonomie de la Kabylie, dans le cadre de l'état bourgeois algérien.

Ferhat Mehenni, dirigeant du MAK (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie) et par ailleurs militant du MCB (Mouvement culturel berbère) déclare :

« La notion d'autonomie de la Kabylie vise à doter la région d'institutions politiques (Parlement, exécutif...) à même de lui assurer un décollage économique, prendre en charge sa langue et son école, asseoir sa stabilité civile et sécuritaire avec des mécanismes d'articulations sur les structures étatiques algériennes. (...) L'autonomie va alléger l'état central des lourdes missions qu'il n'arrive plus à assurer comme la sécurité, l'éducation, l'économie pour ne se consacrer qu'à celles qui sont vitales pour la nation comme la défense nationale, la diplomatie, l'émission et le contrôle de la monnaie. » Et un peu plus loin : « La plate-forme d'El Kseur est respectable en elle-même. Les courants politiques qui ont présidé à son élaboration l'avait empêchée de franchir les limites de l'Etat-nation. » Mais, « le dépassement logique de cette plate-forme n'est autre que l'autonomie, sinon que vaut la revendication du départ des gendarmes de Kabylie ? ».

« Autonomie », « refondation nationale » (RCD) ou « régionalisation positive » (FFS), il s'agit en définitive de protéger l'état bourgeois, voire de suppléer à ses carences comme le montre la citation ci-dessus, enfin de gommer que, au point de départ, c'est la classe ouvrière et la jeunesse qui posent la question du pouvoir et qui lui cherchent une solution ouvrière. Mais la classe ouvrière n'a pas les moyens d'imposer ses propres solutions, à savoir un gouvernement ouvrier, car il lui manque un parti. Là réside son impuissance.

Refuser de poser la question du pouvoir implique d'accepter le gouvernement bourgeois de Bouteflika, ou de le remplacer par un autre gouvernement de même nature, celui-ci semblant avoir fait son temps aux yeux de la bourgeoisie algérienne qui tente de se libérer du carcan de l'armée qui coiffe tout et qui décide de tout.

Encore une fois, la question du pouvoir

Les masses kabyles se sont battues pour voir leurs revendications satisfaites, pour obtenir des conditions de vie décentes. Par leur mobilisation, elles ont posé la question du pouvoir, rencontrant un écho considérable auprès de la classe ouvrière et de la jeunesse algériennes.

Comment arracher ces revendications ? A défaut de perspectives politiques, le mouvement ne peut que se diriger vers l'impasse, quelles que soient par ailleurs la volonté et l'énergie déployées par la classe ouvrière et la jeunesse. Le « *mouvement citoyen* » dont se réclame la coordination des archs ne lui offre aucune perspective. En fait, cette coordination tire sa force uniquement de l'extraordinaire combativité de la classe ouvrière et particulièrement de la jeunesse.

A l'intérieur de la Coordination, face aux « dialoguistes », les « radicaux » considèrent que s'il est « hors de question de céder à ceux qui veulent renier les sacrifices des émeutiers et le sang des martyrs tombés lors du printemps noir », « la rue parlera encore jusqu'à la satisfaction de la plate-forme d'El Kseur ». La « rue ». Mais quel est l'objectif politique ? Aucune revendication ne peut être satisfaite sans infliger une défaite au gouvernement Bouteflika. De ce point de vue, il est particulièrement significatif que, durant toute cette période, aucun appel à la grève générale des travailleurs algériens ne fut lancé par ces coordinations.

Ces coordinations ont été portées par le mouvement des masses. Mais leur nature et leur orientation politiques leur interdisaient de répondre aux attentes de ces dernières, même si certains ont pensé pouvoir leur faire jouer un rôle qu'elles n'ont jamais prétendu jouer.

La politique de l'UGTA

L'UGTA est un vieux complice du pouvoir en Algérie. Syndicat unique dans les faits, ce qui est contraire à la Constitution algérienne qui prévoit le pluralisme syndical depuis 1990, conquête imposée par le mouvement des masses, il bénéficie de larges concours financiers de l'état algérien et de généreuses prises en charge par les entreprises publiques. L'époque n'est plus où les travailleurs étaient obligés d'acheter une carte d'adhérent à l'UGTA... Selon certaines estimations, l'UGTA compterait aujourd'hui près de 100.000 adhérents.

A côté, ont émergé toute une série de syndicats autonomes dont le SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique), le SNMCC, l'UNPEF, le SATEF, le SNPSP, le SAL, le syndicat des marins... réunis dans une Confédération algérienne des syndicats autonomes (CASA).

Au lendemain de la manifestation du 14 juin au cours de laquelle le pouvoir organisa de violentes provocations (voir plus haut), l'UGTA vole au secours du gouvernement. Elle « *réprouve toute contestation se traduisant par des actes de violence et de destruction des biens publics et privés...* » Par ailleurs, indique

le *Quotidien d'Oran* du 20 juin, l'UGTA considère que la solution passe par un « *dialogue national* » de « *l'ensemble des forces vives de la nation* » (dont l'armée si l'on comprend bien, ndlr). L'UGTA appelle « *à la vigilance, à la sagesse et à la lucidité* » pour « *dépasser l'étape difficile que traverse actuellement le pays* ».

Pour compléter le tableau, l'UGTA a organisé cet été, une grève de deux jours, à l'appel de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole contre :

« *la détérioration dangereuse de la situation des entreprises (...) dans le domaine du plan de charge des entreprises, doublé de l'absence d'une stratégie de groupe claire à même de renforcer le redéploiement du groupe Sonatrach, depuis la reprise en main de la direction générale du groupe Sonatrach par le ministre lui-même* ».

Aucun mot sur les travailleurs et leurs conditions de travail. La direction du l'UGTA se pose en conseiller du gouvernement, ce qui fut également le cas lors d'une grève le 20 mars 2001 qui avait pour but de protester contre l'éviction de l'ancien directeur général...

Les prochaines échéances politiques

Quel sera l'avenir de Bouteflika après ces mois chaotiques ? Ce dernier déclarait le 19 juin, après la violente répression de la manifestation du 14 : « *je ne suis pas un commandant qui laisse son navire couler. je suis là, je reste selon la volonté du peuple algérien qui m'a élu.* » (on sait dans quelles conditions... voir CPS n°4 nouvelle série). Les prochaines élections présidentielles sont prévues pour 2004. Survivra-t-il politiquement jusque-là alors que sa « *concorde civile (ou nationale)* » a fait long feu ? 2002 devrait voir l'organisation d'un référendum voulu par Bouteflika visant à modifier la Constitution pour doter le président de la République de pouvoirs supplémentaires. Se tiendra-t-il ?

De plus, les élections législatives sont prévues pour le printemps de la même année. Elles seront suivies d'élections municipales. Déjà les partis s'y préparent. A. Benflis, l'actuel Premier ministre, a été nommé secrétaire général du FLN depuis quelques mois. De toute évidence pour se disposer en vue des prochaines échéances électorales. Il n'a pas masqué ses désaccords avec président Bouteflika, alors qu'il avait été le directeur de la campagne électorale du candidat Bouteflika. A. Ouyahia, ministre de la Justice, est à la tête du RND, le parti fabriqué de toutes pièces avant l'élection de Zéroual.

Ces élections seront-elles l'occasion d'avancer les présidentielles ? Il est probable que la bourgeoisie algérienne et le corps des officiers ne cherchent pas à bousculer le calendrier, même s'ils considèrent que Bouteflika a fait son temps. Leur intérêt leur commande de s'en accommoder encore quelque temps. Et ils peuvent d'autant mieux le faire qu'il n'existe pas un mouvement suffisamment fort de la classe ouvrière pour chasser le « *pouvoir assassin* ».

De la même manière, les états impérialistes étrangers ont tout intérêt à ce que les choses changent sans heurt majeur. Même si les capitaux étrangers s'investissent timidement en Algérie (0,2 % des capitaux européens par an contre 14 et 11 % respectivement pour le Maroc et la Tunisie), ce pays est l'objet de toutes les

convoitises en raison de sa richesse en hydrocarbures.

Pour cette raison, le pouvoir algérien bénéficie du soutien des états impérialistes européens, en particulier de l'impérialisme français, et de l'impérialisme américain, qui souhaitent voir l'Algérie plus stable. C'est pourquoi H. Védrine déclarait le 19 juin à l'Assemblée nationale :

« La France (...) est très sensible à cette demande, ce désir, cet appel qui monte des profondeurs du peuple algérien vers de vrais changements, vers la reprise de cette modernisation politique, démocratique, économique, sociale. C'est pour cela qu'ensemble, à Quinze, à Göteborg, nous nous sommes exprimé pour (...) lancer un appel à tous les responsables algériens (...) pour qu'ils prennent une initiative politique de grande ampleur. »

A bas le pouvoir assassin ! A bas le gouvernement Bouteflika ! Pour un authentique parti ouvrier !

Les événements récents d'Algérie désignent clairement ce qui manque cruellement à la classe ouvrière et à la jeunesse algériennes : un authentique parti ouvrier combattant sur un programme ouvrier, revendiquant le pouvoir et luttant à la tête de la population laborieuse pour le prendre et constituer un gouvernement ouvrier. Il se produira certainement d'autres explosions de ce genre. Mais il serait criminel d'entretenir des illusions : l'absence d'un tel parti entraver considérablement la combativité et la spontanéité des masses, qui se sont exprimé récemment de manière exceptionnelle, les privant de débouché politique. Dans les conditions actuelles, elles continueront à se heurter aux plus grandes difficultés politiques pour atteindre l'objectif du renversement du gouvernement bourgeois, de l'Etat et ses institutions (la police, la gendarmerie, l'armée...). C'est ce que doivent expliquer les militants révolutionnaires afin de combattre en ce sens. C'est la seule perspective qui puisse aboutir à une solution d'avenir.

En attendant, il faut réaffirmer avec les masses et la jeunesse algériennes :

- à bas le pouvoir assassin !
- à bas le gouvernement Bouteflika !
- à bas junte militaire qui le soutient et le vertèbre !
- satisfaction des revendications !
- front unique des organisations ouvrières de France pour soutenir la classe ouvrière et la jeunesse d'Algérie !

Contactez nous: maghrebsocialiste@free.fr

Contactez nous: maghrebsocialiste@free.fr